

Rapport du sous-comité du Comité sur la diversité et l'inclusion

Enjeux concernant les personnes transgenres et de genre non conforme

Comité sur la diversité et l'inclusion

uottawa.ca/recteur/domaines_strategiques



uOttawa

Sous-comité sur les enjeux concernant les personnes transgenres et de genre non conforme à l'Université d'Ottawa

Membres:

Carole Bourque, spécialiste en diversité et inclusion, Bureau des droits de la personne

Amy Clanfield, doctorante, Université d'Ottawa

Corrie Scott, professeure, Faculté des sciences sociales

Geneviève Quesnel, chargée de projets, Immeubles

Ibtehaj Shahid, étudiante des cycles supérieurs, Université de Carleton

Jonathan Rausseo, agent, développement durable, Immeubles

Leon Laidlaw, doctorant, Université d'Ottawa

Lisetta Chalupiak, directrice, relations de travail, Ressources humaines

Susan Hylland, directrice, Service des sports

Le 15 juin 2012, la Commission ontarienne des droits de la personne a ajouté au *Code des droits de la personne* de l'Ontario une protection contre la discrimination fondée sur l'identité et l'expression de genre pour les personnes transgenres et non binaires. L'Université doit respecter le Code dans les sphères sociales suivantes : le logement, les contrats, l'emploi, les services, biens et installations ainsi que l'adhésion à un syndicat ou à une association commerciale ou professionnelle.

Les personnes transgenres et de genre non conforme sont touchées de façon disproportionnée par le harcèlement, la discrimination et les barrières structurelles dans tous les aspects de la vie. De plus, leur identité est systématiquement rejetée ou vue comme non valable. Il est courant que les personnes transgenres et non binaires, pour tenter de se protéger, décident de révéler leur identité de genre à certaines personnes seulement.

Une étude récemment réalisée à l'Université d'Ottawa et à l'Université Carleton arrive à des conclusions semblables. Le rapport de recherche ci-joint résume les principaux résultats et les recommandations de cette étude.

Principaux résultats de l'étude sur les étudiant.e.s transgenres et de genre non conforme (2017)

L'étude

De janvier à avril 2017, Leon Laidlaw (doctorant, Université Carleton), sous la direction de Corrie Scott (Ph. D., Université d'Ottawa) et de Rena Bivens (Ph. D., Université Carleton), a sondé les étudiant.e.s transgenres et de genre non conforme de l'Université d'Ottawa et de l'Université Carleton (étudiant.e.s actuel.le.s ou inscrit.e.s dans les 12 derniers mois) au sujet de leur expérience sociale sur le campus et de l'accès aux installations. Au total, 54 personnes ont répondu au sondage. Le présent rapport cite des analyses statistiques et des témoignages directs pour rapporter l'expérience des 34 participant.e.s de l'Université d'Ottawa.

La majeure partie des répondant.e.s étaient de genre non conforme (n = 20, 58,8 %), suivi de personnes de genre masculin (n = 11, 32,4 %) et féminin (n = 3, 8,8 %). La majorité n'avait pas fait de transition (n = 19, 55,9 %), mais la plupart de celles et ceux pour qui c'était le cas avaient effectué leur transition dans la dernière année (n = 6, 40 %). Une personne sur dix (n = 3, 9,1 %) s'est dite membre d'une minorité racisée, et beaucoup ont déclaré avoir un handicap (n = 15, 44,1 %).

Résultats

Expérience sociale sur le campus

On s'attendrait à ce que les étudiant.e.s se sentent en sécurité sur le campus de leur université, mais la majorité des répondant.e.s (n = 21, 67,7 %) ont dit se sentir seulement passablement à l'aise sur le campus de l'Université d'Ottawa, et certain.e.s (n = 5, 16,1 %) ne se sentent pas à l'aise du tout. Par conséquent, le quart (n = 8, 25,8 %) évite de rester longtemps sur les lieux par peur de se faire harceler, d'être vu.e.s comme trans, ou qu'on les « sorte du placard » contre leur gré. Cette crainte est légitime, car plusieurs ont signalé vivre de la victimisation verbale ou du harcèlement à l'université (n = 4, 14,8 %). « J'entends souvent – venant d'étudiant.e.s et de professeur.e.s – des blagues transphobes (vous voyez le genre : les blagues sur un homme en robe, etc.). »

Questions administratives et identification

Les trois quarts des répondant.e.s (n = 24, 75 %) ont indiqué que leur compte de courriel universitaire montrait leur nom légal publiquement; la majorité de ces personnes (n = 13, 54,2 %) considèrent que c'est un grave problème pouvant entraîner un malaise, du harcèlement ou une révélation involontaire de leur identité trans. L'ensemble des répondant.e.s (n = 32, 100 %) pensent que les étudiant.e.s devraient pouvoir décider quel nom est indiqué sur tous les documents officiels de l'Université. Pourtant, les résultats montrent une lacune dans le système utilisé par l'Université pour le choix du nom : « J'ai essayé de faire enlever mon deuxième prénom des documents officiels, mais ça n'a pas marché et mon nom figure en entier sur toute la documentation universitaire. »

Une portion considérable des répondant.e.s (n = 13, 38,2 %) utilisent le nom de leur choix à l'université, mais seulement le tiers de ces personnes (n = 4, 36,4 %) rapporte que le personnel et le corps enseignant utilisent ce nom de façon systématique. De plus, les trois quarts des répondant.e.s (n = 22, 75,9 %) ont déjà été mégenré.e.s par un.e professeur.e. Et cela ne se produit généralement pas qu'une seule fois : les étudiant.e.s sont souvent ou presque toujours mégenré.e.s (n = 17, 77,3 %). « J'ai aussi eu une expérience plutôt négative, où un professeur a fait des remarques transphobes devant toute la

classe. J'ai essayé d'expliquer pourquoi ce n'était pas correct, mais il a complètement ignoré ce que j'ai dit et m'a ensuite mégenré.e. »

Centre de conditionnement physique

Plus de la moitié des participant.e.s (n = 16, 55,2 %) évitent d'aller au centre de conditionnement physique du campus par crainte de harcèlement, d'être vu.e.s comme trans ou qu'on les « sorte du placard » contre leur gré. « On me dévisage dans les toilettes des femmes, mais je ne me sens pas à l'aise dans celles des hommes. Une fois, une fille me regardait constamment par-dessus son épaule comme si je la suivais dans le vestiaire des femmes au gym. Je voulais seulement me changer, mais elle s'est fait un point d'honneur de me montrer clairement que ma présence la rendait mal à l'aise. »

Près des deux tiers (n = 18, 62,1 %) des répondant.e.s évitent d'aller au centre de conditionnement physique par crainte d'utiliser le vestiaire des hommes ou des femmes. « N'ayant pas d'autre choix que les deux vestiaires, j'évite d'aller dans les centres de conditionnement physique. » Quand on leur a demandé si elles ou ils iraient dans un vestiaire inclusif s'il y en avait un, 96,6 % (n = 28) des répondant.e.s ont répondu que oui.

Toilettes

Bien que l'accès aux toilettes soit un besoin humain fondamental, un peu plus de la moitié des participant.e.s (n = 15, 51,7 %) évitent d'utiliser les toilettes de l'université par crainte de harcèlement, d'être vu.e.s comme trans ou qu'on les « sorte du placard » contre leur gré. « J'évite tout risque qu'on se moque de moi et je vais à la maison à la place. » Vu le manque de toilettes non genrées, les deux tiers des participant.e.s (n = 19, 65,5 %) doivent traverser le campus pour trouver une toilette où elles ou ils se sentent en sécurité ou à l'aise. « Les toilettes non genrées sont vraiment difficiles à trouver : beaucoup ne sont pas indiquées. [...] C'est exaspérant d'avoir à aller trois pavillons plus loin pour trouver une toilette qu'on peut utiliser. »

Toutes les personnes qui ont répondu à cette question (n = 29, 100 %) ont déclaré qu'il devrait y avoir plus de toilettes non genrées sur le campus. En outre, leur emplacement devrait être affiché publiquement. « Je sais qu'il y a des toilettes non genrées quelque part sur le campus, mais je n'ai pas trouvé de liste et elles ne sont certainement pas accessibles (il y en a très peu). »

Services de santé de l'Université

En plus de soins de santé généraux, les personnes trans peuvent avoir besoin de soins spécialisés dans le cadre de leur transition. Toutefois, parmi les répondant.e.s qui ont eu recours aux services de santé universitaires pour obtenir des soins liés à leur transition, 80 % (n = 8) pensent que leur médecin ne connaissait pas bien la santé des personnes trans. « J'ai déjà consulté un médecin de l'Université d'Ottawa [...]. Il était irresponsable : il a laissé ma dose d'hormones à un niveau dangereusement élevé (six fois la limite maximale normale pour la testostérone). »

Qui plus est, plus de la moitié (n = 11, 52,2 %) des personnes qui ont utilisé les services de santé universitaires ont trouvé que le personnel ne respectait pas leur identité transgenre. « Même si le nom de mon choix est indiqué sur tous mes documents médicaux, le personnel m'appelle toujours par mon morinom [nom légal]. J'ai d'importants problèmes de santé et je dois corriger les médecins chaque fois. »

Services de counseling

La disponibilité des services de counseling est essentielle pour les étudiant.e.s, surtout pour les personnes trans et de genre non conforme qui vivent des problèmes sociaux particuliers. En effet, une grande proportion des participant.e.s (n = 13, 44,8 %) ont déjà utilisé ce type de services, et le besoin d'y recourir découlait en bonne partie de problèmes entourant l'identité de genre (n = 6, 46,2 %). Cependant, la majorité de ces personnes (n = 7, 63,6 %) pensent que la conseillère ou le conseiller ne connaissait pas bien les enjeux trans ni le milieu trans. Ainsi, les étudiant.e.s trans et de genre non conforme sont parfois aiguillé.e.s ailleurs, car les conseiller.ère.s de l'Université ne peuvent pas bien répondre à leurs besoins. « J'avais besoin de counseling en matière de genre, alors j'ai appelé les services de l'Université d'Ottawa. [...]. Le problème, c'est que la conseillère ne semblait pas vraiment comprendre la situation. [...] Elle m'a donné une liste de ressources dans la collectivité. En me renseignant, j'ai appris que le service coûtait plus de 250 \$ par mois! Je ne pouvais pas me le permettre. »

Résidences universitaires

Une portion considérable des participant.e.s (n = 12, 41,4 %) ont déjà vécu dans les résidences de l'Université. Toutefois, un petit nombre a choisi de ne pas y vivre en raison de leur identité de genre (n = 2, 12,5 %), probablement par crainte qu'on choisisse leur colocataire en fonction du sexe assigné à la naissance, plutôt que du genre. Parmi les personnes qui ont résidé sur le campus, une sur cinq (n = 7, 20,6 %) signale avoir été discriminée, harcelée ou humiliée par leur colocataire, leurs pairs ou une autre personne. « Je ne me sentais pas en sécurité en présence de la personne avec qui je partageais ma chambre – anxiété exacerbée. »

Recommandations

L'Université d'Ottawa doit entreprendre un changement systémique afin de s'adapter aux besoins de ses étudiants transgenres et de genre non conforme. Voici une liste de recommandations pratiques qui atténueront de beaucoup les difficultés rencontrées par ces étudiant.e.s.

- 1) En ce qui concerne le choix du nom, améliorer le système utilisé par l'Université afin qu'il soit appliqué uniformément et que le nom choisi par l'étudiant.e soit utilisé dans les courriels, les listes d'inscription, les contrats d'employé.e.s et tout autre document.
- 2) Aménager, dans les meilleurs délais, un vestiaire inclusif (ouvert à tous les genres, équipé de multiples cabines de changement et de douche, et de toilettes) aux centres de conditionnement physique du pavillon Montpetit et du Complexe sportif Minto.
- 3) Ajouter des toilettes non genrées afin que les étudiant.e.s n'aient pas à parcourir une distance déraisonnable pour trouver une toilette où elles et ils se sentent à l'aise et en sécurité. Idéalement, il devrait y avoir une toilette non genrée à chaque étage de tous les édifices, ou au moins une toilette non genrée par édifice.
- 4) Afficher sur le site Web de l'Université l'emplacement de toutes les toilettes non genrées du campus, afin que les étudiant.e.s puissent les trouver, et, étant donné que beaucoup de participant.e.s ont un handicap, indiquer si ces toilettes sont accessibles.

5) Instauration d'une formation obligatoire sur le respect et la réalité des personnes trans pour le personnel médical et les conseiller.ère.s de l'Université d'Ottawa, afin que le personnel puisse répondre aux besoins des étudiant.e.s transgenres qui vivent des problèmes sociaux particuliers et ont besoin de soins spécialisés dans le cadre de leur transition.

6) L'Université doit mettre à jour ses politiques sur l'assignation des colocataires dans les résidences, de façon à ce qu'elle ne se fasse jamais en fonction du sexe, mais plutôt selon l'identité de genre. Les étudiant.e.s transgenres et de genre non conforme devraient pouvoir choisir un.e colocataire du genre avec lequel elles et ils se sentent le plus en sécurité et à l'aise.

La mise en place de ces changements est d'une importance capitale. Notre université est légalement tenue de fournir un environnement sûr et non discriminatoire à chaque étudiant.e. En vertu du *Code des droits de la personne* de l'Ontario, les établissements ont le devoir de fournir des accommodements aux personnes trans en offrant des espaces inclusifs où leur sécurité et leur confort sont assurés, en particulier pour les personnes non binaires ou qui ont récemment fait une transition (Commission ontarienne des droits de la personne, 2014).

Référence suggérée :

Laidlaw, L. (2018). *Principaux résultats de l'étude sur les étudiant.e.s transgenres et de genre non conforme (2017)*, rapport remis au recteur de l'Université d'Ottawa.

Leon Laidlaw

Étudiant au doctorat en sociologie

Université Carleton

Courriel : leon.laidlaw@carleton.ca

Autres recommandations

1. Sonder les employé.e.s transgenres et de genre non conforme pour voir si les enjeux sont les mêmes que ceux qui sont présentés dans le document de recherche ci-joint au sujet des étudiant.e.s.
2. Adopter une politique sur la collecte de données sur le genre et le sexe afin que « le vocabulaire employé dans les formulaires d'inscription, les dossiers et les sondages soit inclusif et n'entraîne pas de discrimination ou d'obstacles en lien avec le sexe et l'identité de genre » (voir la politique de l'Université Queen's : <http://www.queensu.ca/secretariat/sites/webpublish.queensu.ca.uslcwww/files/files/policies/administration/CollectingInformationAboutSexandGenderPolicy.pdf>).
3. Mettre en place des politiques ou des lignes directrices sur les personnes trans et non binaires traitant des points connus pour poser le plus problème sur le plan institutionnel : 1) consigner le genre et le sexe seulement si c'est nécessaire, 2) offrir aux répondant.e.s d'autres options que les genres et sexes binaires lorsqu'il faut recueillir cette information, 3) donner la possibilité aux gens de choisir le nom et le pronom utilisés pour les désigner, 4) permettre des accommodements personnalisés pour les pronoms et les noms en attendant les changements systémiques, 5) tout autre point pour lequel les personnes trans et de genre non conforme ont besoin d'accommodements.

Le sous-comité sur les personnes transgenres et de genre non conforme, qui relève du Comité sur la diversité et l'inclusion, est composé d'étudiant.e.s et de représentant.e.s des entités suivantes : Immeubles, Bureau des droits de la personne, Relations de travail (Ressources humaines), Institut d'études féministes et de genre, Service des sports. Certain.e.s membres sont des personnes trans ou de genre non conforme, ou font partie d'une famille trans.

Autres études sur le sujet :

Trans PULSE est un « projet de recherche communautaire portant sur les effets de l'exclusion sociale et de la discrimination sur la santé des personnes trans en Ontario, au Canada ». On peut consulter le document *Transgender People in Ontario, Canada: Statistics from the Trans PULSE project to Inform Human Rights Policy* au <http://transpulseproject.ca/wp-content/uploads/2015/06/Trans-PULSE-Statistics-Relevant-for-Human-Rights-Policy-June-2015.pdf>.

Le « 2015 U.S. Trans Survey », le plus vaste sondage jamais réalisé auprès des personnes trans (27 715 répondant.e.s), a fait l'objet d'un rapport complet. On peut consulter ce rapport et un résumé au <http://www.ustranssurvey.org/report/>.